

La stratégie de sortie du confinement : les impôts vont-ils exploser après la crise ?

Effet collatéral

Tous les esprits sont - à raison - focalisés aujourd'hui sur le combat contre le virus et son bilan morbide. Mais après ? Dirigeants d'entreprises, ménages des classes moyennes et supérieures... **Beaucoup craignent de devoir à nouveau passer à la moulINETTE fiscale après l'radication de la pandémie.** Entre 2011 et 2014, les ménages ont payé entre 50 et 70 milliards d'euros d'impôts supplémentaires.

Raphaël Legendre

FAUT-IL SE PRÉPARER À UN CHOC FISCAL équivalent, voire pire à celui enregistré entre 2011 et 2014 ? L'effondrement budgétaire qui se profile le laisse craindre. Dans une note publiée sur son site fipeco.fr, l'ancien magistrat de la Cour des comptes François Escalle estime qu'avec un choc économique équivalent à celui de la crise de 2008-2010, « le déficit public serait compris entre 4 % et 5,5 % du PIB dans les années 2020 à 2024 ». A cet horizon, la dette publique atteindrait 116 % du PIB, soit un endettement de plus de 2 800 milliards d'euros après une hausse de plus de 430 milliards d'euros en quatre ans.

Ces chiffres paraissent gigantesques, ils sont une estimation basse. Sur le plan économique, la crise du coronavirus sera probablement plus violente que celle de 2008. La France n'a pour l'instant voté que 13 milliards de dépenses nouvelles (le reste cumulé des garanties bancaires et des reports de charges), mais la facture va s'envoler. A titre de comparaison, c'est 156 milliards d'euros, dont 120 milliards de dépenses nouvelles, que vient de voter l'Allemagne ce week-end (4,5 points de PIB). Au fil de l'eau, la France suivra le même chemin. A ce rythme, le cap symbolique des 3 000 milliards d'euros de dette sera franchi dans moins dix ans. Qui paiera ?

Statu quo pour les ménages. A Bercy, Gérard Darmanin se veut rassurant. « La

baisse d'impôt sur le revenu n'est pas remise en cause. Idem pour la suppression de la taxe d'habitation, qui n'est pas non plus à l'ordre du jour », a-t-il indiqué vendredi dans *Le Parisien*. « Une fois la crise sanitaire endiguée, l'objectif sera de faire repartir l'économie avec un plan de relance. On va plutôt chercher à donner de l'air aux ménages et aux entreprises », complète son entourage.

Même son de cloche du côté de la majorité. « Si on commence à remonter les impôts dès l'année prochaine, la bataille de la reprise est perdue d'avance, indique Laurent Saint-Martin, rapporteur général du budget. Il faut maintenir le statu quo sur les ménages et baisser les impôts de production pour les entreprises. C'est encore plus important au moment où l'on parle de relocalisation. »

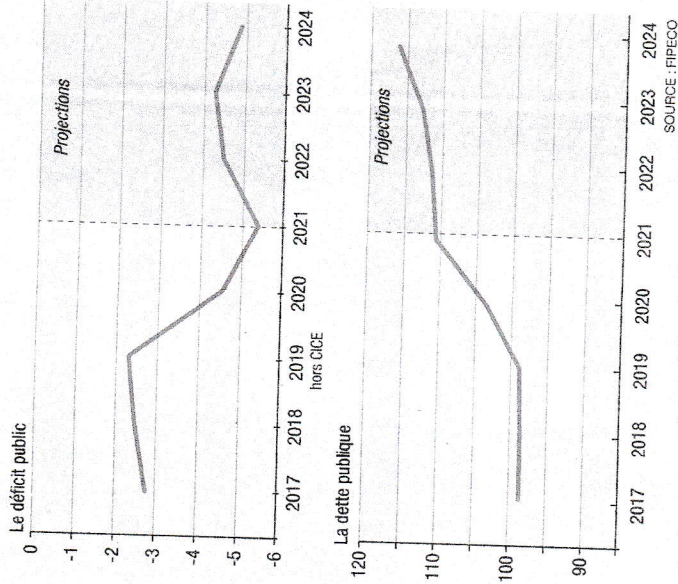
Pas de flambée fiscale pour 2021, donc ? « On ne va pas refaire la bêtise de 2011 en augmentant massivement les impôts alors que

Pierre Moscovici : « Il faut créer quelque chose qui soit toujours un pacte de stabilité, mais plus juste, plus simple et moins automatique. Quelque chose qui puisse faire face à des récessions qui durent. La dette est là pour longtemps »

la croissance est à terre », confirme le chef économiste de Natixis, Patrick Artus. « Ce serait catastrophique, ajoute Mathieu Plane, de l'OFCE. Le meilleur moyen de subir une double récession. Des leçons ont été tirées de la crise de 2008. »

Les règles budgétaires européennes vont jouer une part importante dans la sortie de

Le déficit et la dette si le PIB évolue en 2020-2024 comme en 2008-2012 (en % du PIB)



crise. La Commission a déjà réagi en suspendant le pacte de stabilité, ce qu'elle n'avait pas fait en 2008. Le déficit conjoncturel engendré par les mesures d'urgence des Etats - chômage partiel, annulation de charges... - « va mourir de sa belle mort avec la reprise de la croissance qui devrait rebondir après la crise », veut croire Patrick Artus.

C'est plus compliqué pour le déficit structurel, qui lui aussi est appelé à exploser dans les années à venir. Lors de son déplacement à Mulhouse, Emmanuel Macron a promis un plan d'investissement « massif » pour l'hôpital. Les salaires des personnels soignants qui se battent aujourd'hui au front vont augmenter. Ceux des personnels enseignants aussi. D'autres dépenses de long terme vont être...

tions fiscales à l'investisse dans les infrastructures, l'ation écologique, etc.). Ce relles » devront être finan

L'Europe divisée. Or, de stabilité ont été assou circonstances exceptionn pacte n'est pas définitiv vient une source europé ne sont pas prêts à faire s le corset budgétaire eu moment où revient en for ment de dette mutualisée.

L'échec du dernier C vieille ligne de fracture e siers de l'Europe du sud l'Europe du nord est toujo ment budgétaire ne durer. Quelle sera la suite ? La C préciser le nouveau cadre le confinement.

« On ne pourra pas) avant, prédit l'ancien comi économiques, Pierre Mosc Pacte de stabilité et des in sera indispensable ; de la) nous allons assister à une r ités dans les politiques pul plexes, techniquement h préhensibles pour les opin règles budgétaires europé l'objet d'un débat avant la réécrites après.

« Il faut créer quelq jours un pacte de stabilit plus simple et moins auto chose qui puisse faire face à durent. La dette est là pour l Pierre Moscovici.

L'ancien commissaire a ropéens à « éviter les réacti des circonstances extraor pour la solidarité européen les impôts.